

# Liste

PUBLICITÉ : 81, Rue de la RÉPUBLIQUE, LYON  
Tél. F. 53-21. Bureau Journal et Agences Havas

0.50

## POURQUOI fut demandé L'ARMISTICE QUELQUES PRECISIONS

(DE NOTRE ENVOYE SPECIAL)

Vichy, 12 novembre. — Au lendemain de la commémoration de l'armistice de 1918, on songe tout naturellement à l'armistice de juin 1940. Cinq mois déjà se sont écoulés et on entend encore des gens demander si la lutte n'aurait pu être poursuivie, si nous n'avons pas eu tort de provoquer la fin du combat.

Des récits, des relations commencent à paraître qui jettent sur les événements de juin, sur les hommes qui en furent les acteurs, une singulière lueur. Ils prouvent que continuer la lutte en France ou ailleurs était devenu chose impossible, ils démontrent que la faute commise à l'époque a été de ne pas demander la cessation des hostilités dès que le général Weygand estima que la guerre était définitivement perdue.

L'hebdomadaire « Sept Jours » a publié dans son dernier numéro un récit des événements qui se déroulèrent du 8 au 11 juin. Une brochure de M. Reibel, membre des commissions sénatoriales des Affaires étrangères et de l'Armée, intitulée : « Pourquoi et comment fut décidée la demande d'armistice », relate les faits auxquels le sénateur de Seine-et-Oise fut mêlé du 10 au 17 juin.

Le général Weygand avait accepté le commandement le 21 mai, dans des conditions déjà dramatiques. Le 29, il adressait à M. Paul Reynaud, président du Conseil, une lettre dans laquelle il disait en substance que le développement des opérations militaires était tel qu'il pouvait conduire dans un bref délai à l'impossibilité de poursuivre les hostilités.

Dans une nouvelle lettre du 6 ou du 7 juin, le général Weygand insiste pour que le gouvernement demande l'armistice : « Il eût souhaité, note M. Reibel, préserver Paris, éviter le départ du gouvernement, éviter aussi la déclaration de guerre de l'Italie que chacun sentait imminente. »

Le général ne fut pas écouté. Il revint à la charge les 11 et 12 juin. Cependant le Conseil des ministres s'obstine. Le gouvernement, observe M. Reibel, a conçu deux plans successifs et ne sait lequel choisir : le premier consiste à se réfugier en Bretagne, « main tendue vers l'Amérique » ; l'autre à se rendre à Bordeaux et de là partir avec les Champs pour l'Afrique où l'on attendrait deux ou trois ans que l'aviation anglo-américaine soit en état de reconquérir la France. En vain le général Weygand avait montré la folie d'un tel système. En vain le maréchal Pétain avait déclaré que jamais la France n'avait accepté et n'accepterait d'obéir à un gouvernement d'émigrés.

Dans les jours qui suivirent, les nouvelles militaires furent de plus en

plus tagnes, est coupée du gros des armées et mise hors de cause. Les dix divisions qui restent au groupe d'armées n° 3 sont débordées à gauche, le long de la côte jusqu'où elles n'ont pas la possibilité de s'étirer, à droite, à l'est de Nevers. Le groupe d'armées n° 4 a pratiquement disparu : de Nevers à la vallée de la Saône, il y a un trou. Les neuf divisions du groupe d'armées n° 2 sont encerclées dans les Vosges. Les quatre divisions de l'armée des Alpes, elles, sont intactes, mais elles ont à faire face à l'attaque italienne.

Telle était la situation au moment où la France demandait l'armistice.

Si la lutte avait été poursuivie, c'est tout le territoire français qui eût été rapidement envahi, c'est la quasi-totalité de l'armée française qui eût été capturée, c'eût été la continuation de l'exode de la population refoulant vers le Midi.

Poursuivre la lutte en Afrique du Nord ? Quels effectifs auraient-on pu embarquer ? Nos bateaux auraient tout au plus permis de transporter 15 à 20.000 hommes, soit la valeur d'une division, et on ne peut savoir dans quelles conditions la traversée de la Méditerranée se serait effectuée.

Les faibles ressources industrielles de l'Afrique du Nord n'auraient pas permis d'équiper de nouvelles formations, encore moins de les alimenter en munitions et en matériel. M. Dautry lui-même avait déclaré qu'il n'était pas possible de constituer un embryon d'industries de guerre en Afrique du Nord : « Il faudrait, disait-il, apporter du matériel, du fer, du charbon. La fabrication de guerre ne s'improvise pas ; elle est commandée par l'industrialisation du pays et exige plusieurs années de préparation. »

Quant à nos avions, privés de leurs bases, ils eussent été rapidement hors d'état de servir.

L'idée de continuer la lutte en dehors du territoire métropolitain n'avait pu naître que dans l'esprit de personnages effrayés par leurs responsabilités et qui voulaient sans doute retarder l'heure où des comptes leur seraient demandés, l'heure du châtiement.

L'armistice était impossible à éviter. « Certes, disait le général Weygand à M. Reibel, c'est une chose atroce qu'une demande d'armistice, mais le me permets de dire qu'il n'est pas un homme au monde qui ressent autant un tel déchirement que celui qui, en 1918, a eu l'honneur, sur l'ordre du maréchal Foch, de lire les conditions d'armistice aux plénipotentiaires allemands. »

On s'imagine que la demande d'armistice a dû coûter aussi au vainqueur de Verdun. Mais là était le seul moyen de sauver ce qui pou-

## Le 99<sup>e</sup> régiment d'infanterie alpine

### ILS PARTIRENT PLUS DE 3.000 600 A PEINE SONT REVENUS

Tous ceux qui ont eu la chance de retrouver leurs foyers portent témoignage de la conduite glorieuse de leur régiment et de son chef, le colonel Lacaze.

DES les premières heures de la mobilisation, le « neuf-neuf » se trouve sur les sommets de Maurienne, à la frontière italienne. On ne sait pas à cet instant d'où partiront les coups ; aussi l'Alpin s'accroche-t-il aux pentes des Alpes. Pendant des semaines, il y montera une garde vigilante. Il y préparera et aménagera le terrain, construisant et bâtonnant jusqu'à 3.000 mètres d'altitude, à l'aide de matériaux difficilement amenés par mulets et à dos d'homme.

Deux mois après, lorsqu'il aura gravé son empreinte de défenseur dans le roc des sommets, il recevra l'ordre de quitter cette région à laquelle le calme des altitudes neigeuses paraissait assuré, pour aller en Alsace où sa présence est nécessaire.

Il va donc, avec la brillante 28<sup>e</sup> division d'infanterie alpine (général Lestien), s'installer en avant-postes, au-devant de la ligne Maginot, dans les Basses-Vosges, au nord de Lembach.

Magnifique pays, au relief accidenté, dont les hauteurs boisées, les chemins malaisés et encaissés conviennent à merveille à la fameuse « activité de patrouilles » des communiqués d'alors. Les troupes de surveillance y formeront un cordon de points d'appui, petits retranchements légers, isolés les uns des autres. L'infanterie alsacienne, disait-on, profitait du terrain pour pousser des incursions rapides et fréquentes jusque dans les villages proches de notre ligne de fortifications.

L'arrivée du 99<sup>e</sup> R.I.A., sa vigilance de jour et de nuit, ses patrouilles ratisant continuellement la forêt, mirent fin à cet état de choses.

C'est ainsi, pour ne citer qu'un exemple, qu'un coup de main tenté en plein hiver dans un paysage de conte de fées par des formations étranges revêtues de la caçoule blanche légendaire sur le point d'appui de Tannenbruck, se termina par le repli de l'assaillant qui abandonna des cadavres sur la neige française.

La défense n'est, cependant, pas la seule préoccupation de nos Alpins. Ils connaissent la menace terrible des champs de mines, semés par l'adversaire au devant de sa ligne Siegfried. Ils vont chercher au-delà de la frontière les renseignements et les prisonniers dont le commandement a besoin.

La presse a déjà consacré le coup de main effectué par le lieutenant Guilbert, grièvement blessé depuis, et par ses hommes. Cet officier savait que tous les jours des travailleurs allemands protégés par une garde imposante, se rendaient sur un chantier mystérieux ; avec les seuls moyens de son groupe franc, il organisa, en territoire ennemi, une embuscade hardie. Un officier et un sous-officier prisonniers, des armes et du matériel sont ramenés par nos hommes qui rentrent au complet.

Hélas ! l'héroïsme a le plus souvent sa rançon sanglante et l'oubli ne doit pas se faire sur ces quelques braves qu'une vive fusillade arrache un soir, à un repos bien gagné ; elle leur apprend que des camarades partis en corvée le long de la frontière sont tombés dans une embuscade. Sans vouloir s'attarder à réunir des effectifs qui auraient diminué le risque de leur sortie tout en augmentant le danger pour ceux qu'ils voulaient sauver, ils se précipitent hardiment hors de leur point d'appui. Les assaillants sont dispersés, les blessés ramassés sur le terrain, mais les soldats français, le capitaine, le caporal-chef Cartier et l'Alpin Jolivet sont tombés sous les sapins blancs.

Ainsi par un hiver des plus froids (—30° certains jours), dans des conditions topographiques particulièrement rudes, tandis que ceux de l'arrière commentent cette drôle de guerre « qui leur paraît inoffensive et sans histoire, les actes de courage et de sacrifice se succèdent avec les jours jusqu'à ce que, fin avril 1940, le 99<sup>e</sup> R. I. A. soit retiré de la ligne Alsace à Javel. Il n'était plus

Il avait, avant son départ, présenté les armes devant le monument de Franschwiller qui porte, sculpté dans sa pierre, le souvenir glorieux du 99<sup>e</sup> qui, déjà en août 1870 s'était battu sur le même sol. Le colonel Borne, son commandant de la grande guerre, était présent. Dans ce témoignage tangible de sa continuité à travers les générations, l'âme du régiment lançait un défi au temps et aux batailles.

EN mai, après un court repos dans le 28<sup>e</sup> D. I. A. sur un nouveau théâtre d'opérations. Embarqué rapidement le 15 mai, le neuf-neuf fut débarqué encore plus rapidement le lendemain aux environs de Soissons, après un voyage qu'il ne supposait pas devoir être si court.

Un flot de réfugiés civils se pressait sur les routes, rendant les déplacements difficiles : le régiment allait s'installer sur l'Aisne, puis plus en avant, sur le canal de l'Ailette, au nord de l'Aisne et du Chemin des Dames. Il avait laissé, dans les Alpes et en Alsace, d'importants travaux défensifs créés avec ses seuls moyens de fantassin, mais dignes de rivaliser avec l'œuvre des troupes spécialisées ; ici, la nature nue l'accueillait, tout est à faire et à faire vite, car l'ennemi arrive. Les dernières troupes en repli passent ; les débris d'une division blindée, qui venait de livrer un héroïque combat pour retarder l'avance allemande, débouche un beau soir sur la route et, le lendemain 20 mai, l'avant-garde ennemie apparaît à son tour. Le contact est pris vers midi.

Dix-huit jours de combat ! Dix-huit jours au cours desquels tout sera mis en œuvre pour faire tomber la résistance de nos Alpins : les pilonnages de « minen » et d'artillerie les bombardements d'avions, les attaques d'infanterie. Le régiment est chaque jour davantage et cruellement éprouvé. Le jeune et vaillant lieutenant Regard tombe parmi les premiers. Le commandant Hau, le capitaine Damour, le lieutenant Courcier disparaissent, alors qu'à la tête de leurs hommes ils contre-attaquent un village en avant de nos lignes. Le lieutenant Lerolle est tué au cours d'un ravitaillement périlleux qu'il effectuait avec le groupe franc du deuxième bataillon.

Sur les sept kilomètres de front qu'ils ont mission de tenir, les Alpins ne cèdent pas un pouce de terrain. Bien mieux, ils résistent énergiquement. L'assaut terrible, avec dix-huit hommes, assure la capture de quatorze prisonniers allemands, dont un capitaine ; une attaque, le 5 juin, sur le Chemin des Dames, est immédiatement réprimée. Contre le point d'appui de Confroment, où tous les moyens sont déchaînés, des vagues successives viennent se briser et mourir.

Ainsi, pendant dix-huit jours, l'adversaire, qui reçoit sans cesse des renforts motorisés d'infanterie et d'artillerie et qui procède à des relève tous les trois jours, sera maintenu en échec.

MERCREDI 13 NOVEMBRE

# Dernière Heure

## LA MORT DE M. CHAMBERLAIN

Londres, 12 novembre. — Les funérailles de M. Neville Chamberlain, décédé dans sa propriété du Hampshire, seront célébrées solennellement à Londres, à l'abbaye de Westminster. La date de ces obsèques n'est pas encore annoncée.

Devant la Chambre des Communes, M. Churchill a fait l'éloge funèbre de M. Chamberlain.

Ses espoirs, ses désirs, sa foi, a-t-il dit notamment, procédaient du plus noble instinct humain : l'amour de la paix, la lutte pour la paix, la poursuite acharnée de la paix, au mépris total de toute popularité ou prestige personnels.

A la Chambre des Lords, c'est lord Halifax qui a fait, au nom du gouvernement, l'éloge funèbre du défunt.

## Un discours de M. Wilkie

New-York, 12 novembre. — S'adressant au peuple américain, hier soir, M. Wilkie, candidat républicain à la présidence, a préconisé l'appui total du président Roosevelt.

Vous avez élu, a-t-il dit, M. Roosevelt. Il est votre président ; il est aussi le mien.

## VIOLENTE TEMPETE AUX ETATS-UNIS

New-York, 12 novembre. — Une tempête d'une extrême violence s'est abattue sur de nombreuses régions des Etats-Unis. Le vent soufflait à 115 kilomètres à l'heure. De nombreuses toitures ont été arrachées. Les communications sont interrompues et on compte un certain nombre de tués et de blessés.

## LE COMLOT DES CROIX FLECHES

Budapest, 12 novembre. — Le

## DISSOLUTION DE GROUPEMENTS

Vichy, 12 novembre. — Le ministère de la Production industrielle et du Travail communique :

La loi du 16 août 1940 fixant l'organisation provisoire de la production industrielle a donné au gouvernement le pouvoir de dissoudre les groupements généraux qui rassemblaient les organisations professionnelles patronales et ouvrières à l'échelle nationale et qui, de ce fait, tendaient pour la plupart à perdre leur caractère professionnel pour prendre un caractère politique.

En conséquence, par décrets, sont dissous, à compter d'aujourd'hui, les groupements et organismes professionnels suivants :

Comité central des houillères de France, 35, rue Saint-Dominique, à Paris ;

Comité des Forges de France, 7, rue de Madrid, à Paris ;

Confédération générale du patronat français, 4, rue de Presbourg, à Paris ;

Confédération française des travailleurs chrétiens, 28, place St-Georges, à Paris ;

Confédération générale du travail, 211, rue Lafayette, à Paris ;

Confédération des syndicats professionnels français, 7, rue Jean-Mermoz, à Paris.

Les biens des groupements et organismes dissous en application de ces décrets seront gérés temporairement par l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, et leur dévolution définitive sera fixée par arrêté du ministre secrétaire d'Etat à la Production industrielle et du Travail.

## LE RETOUR A LA TERRE

Vichy, 12 novembre. — M. Vignerot, inspecteur général honoraire du génie rural, est chargé, auprès du secrétaire général à l'agriculture, de la coordination des études et des organisations relatives au retour à la terre.

Il aura notamment à assurer les liaisons nécessaires.

## LE 99<sup>e</sup> REGIMENT D'INFANTERIE ALPINE

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

Le 6 juin au soir, le régiment reçoit l'ordre de repli : il est à ce moment à peu près complètement encerclé et les fusées blanches dont les Allemands constellent le ciel pour jalonner leur position l'entourent d'une ceinture tragique. Il se porte néanmoins dans la nuit sur l'Aisne et son canal latéral, dont il doit interdire le passage à l'ennemi, au village en ruines de Vailly et à ses abords.

La lutte opiniâtre contre des forces dont la supériorité en effectifs et en matériel est écrasante se poursuivra pendant quarante-huit heures. Pour la seconde fois, l'encercllement du noyau de résistance qu'il constitue va être réalisé lorsqu'il reçoit l'ordre de se porter sur une nouvelle position.

A partir de ce moment, le régiment, ou plutôt ce qu'il en reste, jouera dans la bataille en retraite dont l'ampleur se précipite le rôle magnifique et désespéré d'arrière-garde vouée aux missions de « verrou » et de « bouchon ». Combatant de jour, se déplaçant à marches forcées dans la nuit, il ralentira par ses sacrifices l'avance ennemie.

Le 9 juin, il est à Fismes ; le 10, il défend farouchement le pont de Jonchery-sur-Vesle. Le 11, il est à Epernay où les avions à croix gammée le bombardent sévèrement.

Le 13, il se bat au nord de Toulon-la-Montagne, tandis que certains de ses éléments, séparés de lui dans la tourmente, défendent héroïquement le village de Saint-Rémy complètement investi. Ils réussissent à « décrocher » et à rejoindre le colonel à Allomanche. Cette localité est à son tour encerclée par une Panzer-division.

Les six cents hommes qui restent du régiment doivent, en deux colonnes distinctes, foncer sur l'étai qui se resserre. L'une d'elles réussira à rejoindre les troupes françaises et ira en Savoie participer à la bataille du Viviers ; l'autre succombera le 15, dans un dernier combat acharné.

TELS furent, rapidement ébauchés, le rôle et l'action du 99<sup>e</sup> régiment d'infanterie alpine au cours de cette guerre.

Ses combattants furent d'élite. Il fut commandé par un guerrier valeureux, ignorant le repos, payant de sa personne dans le « baroud » comme dans les heures de calme, présent parmi ses hommes à tout instant de danger et de mort, venant lui-même prendre liaison en première ligne avec ses subordonnés lorsqu'il supposait que ses coeurs n'avaient pu parvenir, dédaigneux du péril, exemple constant des vertus qu'il exigeait autour de lui, le colonel Lacaze, aujourd'hui prisonnier, a été le chef qu'il fallait à un tel régiment.